



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 142 – 4^{ème} trimestre 2009

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse du contexte international et européen	5
2. Evolution conjoncturelle en Guyane	5
3. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	11
4. Les actifs financiers de la clientèle non financière	12
<i>Les avoirs des ménages</i>	13
<i>Les avoirs des entreprises</i>	14
5. Les passifs financiers de la clientèle non financière	15
5.1 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	15
5.2 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	16
<i>L'endettement des ménages</i>	17
<i>L'endettement des entreprises</i>	18
6. Risques sectoriels	19
7. Rappel des taux	21
7.1 <i>Taux réglementés</i>	21
7.2 <i>Evolution des principaux taux de marché</i>	21
7.3 <i>Taux de l'usure</i>	21
8. Monnaie fiduciaire	22
8.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	22
8.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	22

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (9 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le département.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations privées, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement).

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières", SNF).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et entrepreneurs individuels essentiellement), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros¹ de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée était la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Primaire	01 à 05
Industrie	10 à 37
Eau/Energie	40 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52
Transport	60 à 63
Activités immobilières	70
Services (hors immobilier)	55, 64, 71 à 74 et 90 à 93
Services financiers	65 à 67
Education	80
Santé, action sociale	85
Administrations publiques	75, 91 et 92
Divers	00 et 95 à 99

A partir du 1^{er} trimestre 2008, la répartition sectorielle est déclinée selon la nouvelle nomenclature NAF2008.

¹ A compter du mois de janvier 2006.

1- Synthèse du contexte international et européen

Les effets de la crise économique et financière semblent progressivement s'atténuer. Un retour de la croissance a été enregistré depuis le second semestre 2009 dans les principales économies mondiales, mais il demeure fragile. La reprise reste fortement dépendante des politiques publiques et de leurs évolutions, après les actions massives et concertées de l'année 2009 (plans de relance, baisses des taux directeurs des banques centrales, mesures de refinancement non conventionnelles).

Dans la zone euro, l'activité économique a continué de croître modérément sur le dernier trimestre 2009 dans un contexte de stabilité des prix et d'excédent commercial (22,3 milliards d'euros à fin 2009). Mais le marché de l'emploi demeure tendu et les prêts bancaires au secteur privé ont connu une croissance atone sur l'année 2009. L'attention se porte également sur la résorption des déficits budgétaires nationaux, et notamment ceux de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne. Aux Etats-Unis, le plan de relance de 787 milliards de dollars, signé en février 2009, a contribué à sortir le pays de la récession économique, mais le chômage se maintient à des niveaux historiquement élevés (9,7 %). En Asie, la menace d'une surchauffe et la formation de bulles spéculatives ont conduit les autorités monétaires chinoises à opérer pour la 2^{ème} fois depuis le début de l'année 2010 un resserrement monétaire.

Les taux directeurs des principales banques centrales sont demeurés à des niveaux planchers, soit dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 % aux Etats-Unis et à 1 % dans la zone euro. Les décisions de politique monétaire semblent toutefois s'infléchir. Ainsi, pour la première fois depuis le début de la crise, la FED a relevé au cours du mois de février 2010 son taux d'escompte de 0,5 % à 0,75 %. De son côté, le Conseil des gouverneurs de la BCE a annoncé qu'il prendra début mars 2010 des décisions concernant l'opportunité de maintenir ses mesures non conventionnelles dans un contexte d'amélioration de la situation sur les marchés financiers.

Le rebond observé sur les grandes places boursières tout au long de l'année 2009 a légèrement fléchi sur le début de l'année 2010. Par ailleurs, l'euro a été exposé à de fortes tensions sous l'effet de l'ampleur des déficits budgétaires de plusieurs pays de la zone euro. Son cours a atteint son plus bas niveau depuis mai 2009, passant sous la barre des 1,35 euro pour un dollar. Le prix du baril de pétrole se maintient à un niveau élevé, autour de 78 dollars dans le courant du mois de février 2010.

2- Evolution conjoncturelle en Guyane

La conjoncture monétaire et financière du quatrième trimestre 2009 laisse apparaître un ralentissement progressif des concours bancaires globaux sur un an, plus marqué pour les établissements de la place.

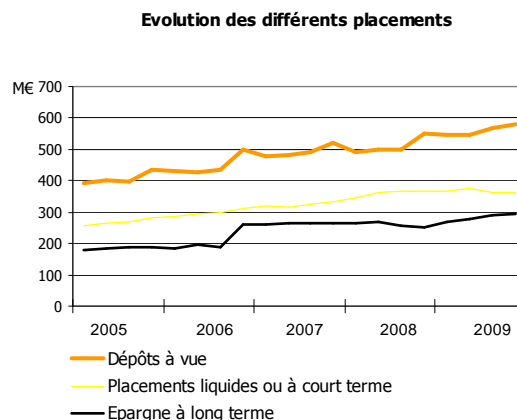
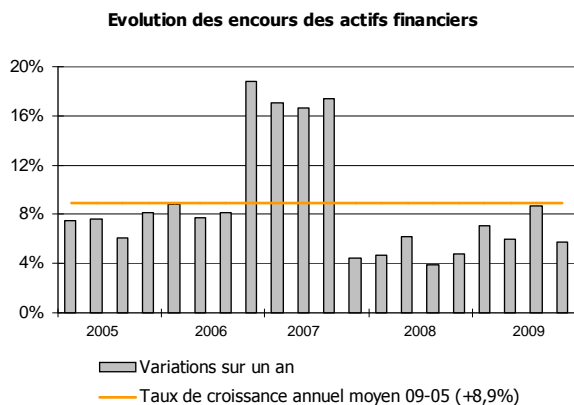
Toutefois, sur le segment des crédits d'investissement, les banques locales conservent une bonne dynamique. Les crédits à l'habitat constituent également un élément moteur pour les établissements du département, tandis que la trésorerie des entreprises et la consommation des ménages restent moroses compte tenu du repli de la conjoncture économique en fin d'année, impactée par la fermeture du pont du Larivot (coût d'approvisionnement, contraintes logistiques...). Dans un contexte relativement incertain à la veille du référendum statutaire de janvier 2010, et au regard de l'orientation des marchés financiers, les dépôts à vue et surtout l'épargne à long terme restent bien orientés.

2.1 L'évolution des actifs financiers

Maintien de la collecte des dépôts en fin d'année

L'épargne globale des agents économiques recensée en Guyane reste bien orientée, mais révèle un certain fléchissement en fin d'année, atteignant 1,24 milliard € d'encours au 31 décembre 2009, soit une progression de 5,7 % sur un an (contre +4,8 % un an auparavant), avec une relative stagnation sur le trimestre (+1,4 %).

La décomposition par type de placements met en exergue le recul enregistré sur les placements liquides ou à court terme, en lien avec leurs niveaux de rémunération moins attractifs. Alors que les dépôts à vue (représentant près de la moitié des actifs) se tassent au 4^{ème} trimestre 2009 (+5,3 % sur un an contre +9 % en moyenne annuelle sur les 5 dernières années), les ménages se sont tournés vers des produits d'épargne à long terme qui affichent de bonnes performances (+16 % sur un an), en particulier l'assurance vie.



Source : IEDOM, données BAFI

Tassement des encours de dépôts à vue

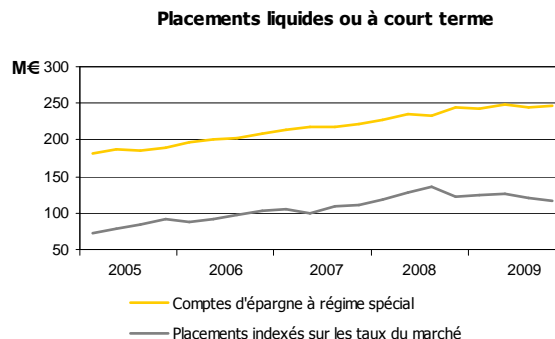
L'encours des dépôts à vue s'élève à 581,9 M€ en fin d'année et suit une croissance moins marquée sur un an et sur le trimestre² compte tenu du contexte économique moins favorable (+14 % de demandeurs d'emploi en glissement annuel à fin décembre) aggravé par les effets de la fermeture du pont du Larivot.

Les ménages, détenteurs de 45 % du total des dépôts à vue, perdent 0,6 point sur la croissance de leurs avoirs sur un an (+3,9 % contre +4,5 % en décembre 2008) et n'enregistrent qu'une légère hausse sur le trimestre (+1,5 % après +0,9 % en septembre 2009). En revanche, les entreprises notent une accélération de la progression de leurs encours (+6,4 %, contre +3,4 % l'an dernier) mais qui reste inférieure à la croissance moyenne relevée sur les 5 dernières années (+11,8 %). Sur le trimestre, cette clientèle observe un tassement de 2 points : +4,2 % contre +6,2 % en septembre 2009.

Des placements liquides ou à court terme peu attractifs

Le niveau de rendement de l'épargne liquide explique la faible attirance des agents économiques pour ces placements, qui s'établissent à 362,8 M€ au 31 décembre 2009 (-1,2 % sur un an et -0,5 % sur le trimestre).

Au titre des encours relatifs à l'épargne réglementée, les montants collectés sur les livrets A et bleus enregistrent une croissance relativement peu dynamique en fin d'année : +5,5 % en glissement annuel (contre +13 % en décembre 2008 et mars 2009³), et +1,4 % sur les 3 derniers mois de l'année, après une décollece relevée au trimestre précédent, liée à la baisse du taux de rémunération depuis août 2009⁴.



Source : IEDOM, données BAFI

² Généralement, on observe au 4^{ème} trimestre un pic saisonnier induit par la perception de salaires en décembre plus élevé que la moyenne mensuelle pour les ménages et le bouclage d'opérations par les entreprises. IFin 2009, les encours ont progressé de 2,5 % contre +3,6 % au trimestre précédent.

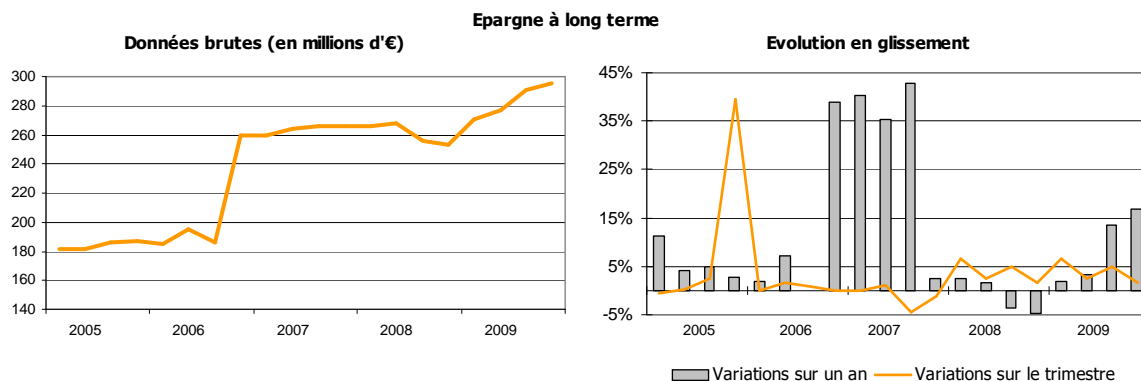
³ Croissance liée à l'ouverture de la commercialisation du livret A au 1^{er} janvier 2009.

⁴ Le taux de rémunération du livret A s'élève à 1,25 % depuis le 1^{er} août 2009 (contre 4 % en août 2008).

Corrélés à des niveaux de taux d'intérêt à court terme historiquement faibles⁵, les placements indexés sur les taux du marché monétaire ont enregistré une seconde baisse sur l'année (-3,9 M€ au 4^{ème} trimestre 2009, après -6 M€ en septembre 2009), notamment sur les OPCVM monétaires. Les encours des dépôts à terme, qui se sont stabilisés sur le trimestre, accusent un recul de 18,6 % sur un an (plus marqué pour les ménages que pour les entreprises, avec respectivement -32 % et -6 %).

Bonne santé de l'épargne à long terme

Les agents économiques, ont privilégié surtout sur le deuxième semestre de l'année, les placements à long terme.



Source : IEDOM, données BAFI

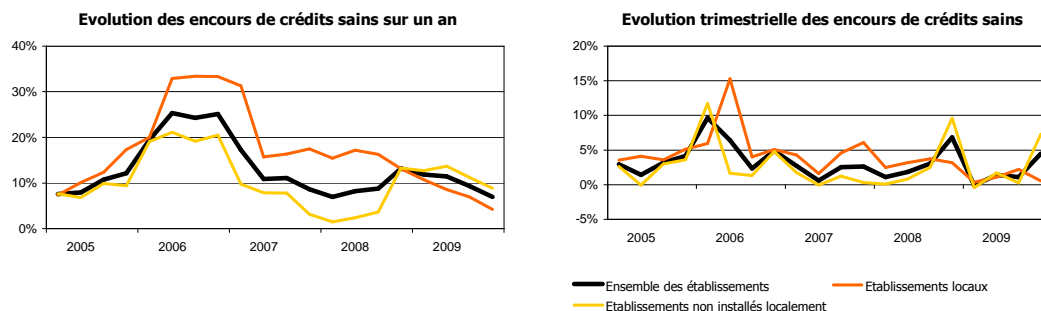
Détenus essentiellement par les ménages, les placements à long terme affichent globalement un encours de 295,6 M€ au 31 décembre 2009 (+16,7 % sur un an), qui tendrait à se stabiliser sur le second semestre (+1,6 % sur le trimestre, après +1,9 % en septembre 2009). L'assurance vie représente 57 % des placements à long terme et enregistre une progression annuelle record avec +25 %. Malgré l'érosion des contrats en euro en 2009, ces fonds demeurent attractifs. Les encours des OPCVM non monétaires notent pour leur part un léger repli de 2,2 % par rapport au trimestre précédent, mais progressent de 8,5 % en glissement annuel. Enfin, les plans d'épargne logement sont restés relativement stables sur l'année (+1,8 % sur un an, +3,4 % sur le trimestre).

2.2 L'évolution des passifs financiers

Ralentissement progressif des encours de crédit...

Au 31 décembre 2009, l'encours total des passifs financiers de l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) s'établit à 2,2 milliards €. Depuis le 4^{ème} trimestre 2008, ce dernier suit un trend décroissant avec une évolution des encours sains 2 fois moins élevée sur un an (+6,9 % contre +13,2 % en décembre 2008). Cependant, la Guyane apparaît relativement épargnée dans un contexte économique dégradé, au regard des situations des autres DCOM qui enregistrent dans leur ensemble une progression de leurs concours bancaires 4 fois moindre qu'en 2008⁶. En fin d'année, la Guadeloupe ou la Martinique enregistrent des taux quasi-stables sur un an : +0,7 % et -0,3 %.

...plus marqué dans le financement des établissements de crédit locaux



Source : IEDOM, données BAFI

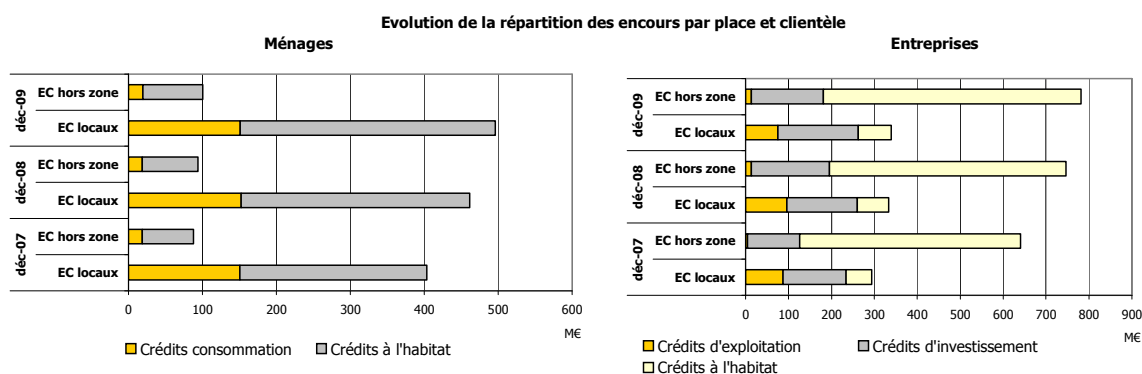
⁵ A fin décembre 2009, le taux moyen monétaire mensuel (Eonia) s'établissait à 0,3476 % contre plus de 2 % fin 2008.

⁶ Les encours totaux de crédits dans les DCOM atteignent 35,2 milliards € au 31 décembre 2009, soit +1,7 % sur un an.

Depuis fin 2008, l'activité de crédit des établissements locaux ralentit singulièrement (857,8 M€⁷, +4,2 % en glissement annuel à fin décembre 2009 contre +17,7 % en moyenne sur les 5 dernières années). En variations trimestrielles, les évolutions constatées sont restées faibles, malgré un léger redressement au cours des 9 premiers mois de l'année : +0,3 % en mars, +1,1 % en juin, +2,2 % en septembre, puis +0,5 % en décembre (contre +3 % sur les trimestres 2008).

Les établissements de crédit hors zone (non installés localement) suivent également cette tendance mais dans de moindres proportions (1 260,7 M€, +8,9 % sur un an) ; ils enregistrent également un pic d'activité saisonnier en fin d'année, +7,3 % sur le trimestre dû au financement des crédits d'équipement des collectivités.

Par clientèle...



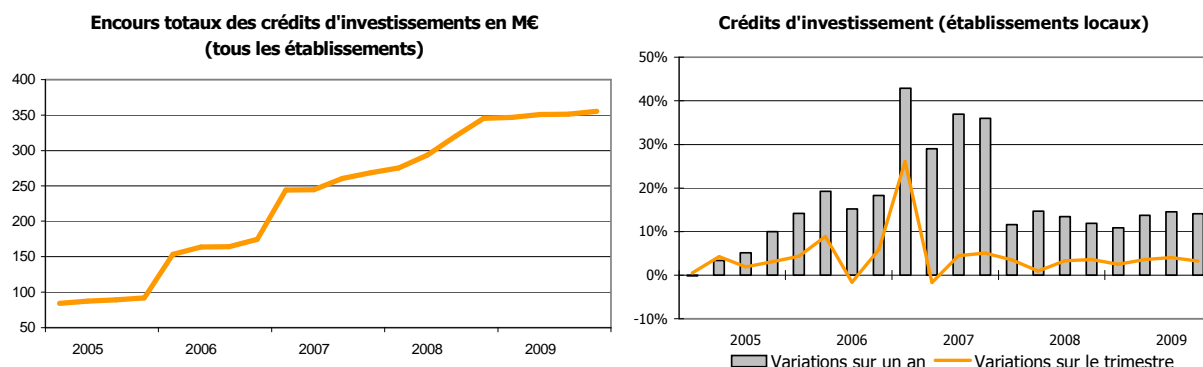
Source : IEDOM, données BAFI

Entreprises : le dynamisme de l'immobilier tempère la stagnation des crédits d'investissement

Les concours en faveur des entreprises, qui représentent la moitié des crédits octroyés dans le département, connaissent un fort tassement sur un an (+3,9 % contre +15,4 % l'an passé), malgré une légère reprise sur le dernier trimestre (+3,2 % après avoir stagné autour de 0,2 % depuis mars 2009).

Ce ralentissement est expliqué par l'évolution des crédits d'exploitation orientés à la baisse depuis le début de l'année (-19,5 % en décembre sur un an), du fait de la réduction de moitié des encours sur les comptes ordinaires débiteurs des entreprises (-18 M€ sur la période).

Par ailleurs, les encours des crédits d'investissement, première composante du financement bancaire des entreprises, ont stagné sur 2009⁸, essentiellement pour les établissements hors zone. A contrario sur la place, le financement de l'équipement reste soutenu : +14,1 % sur un an et +3,2 % sur le trimestre (excepté pour les entrepreneurs individuels, qui bénéficient marginalement de ces crédits).



Source : IEDOM, données BAFI

⁷ Encours sains.

⁸ + 2,9 % sur un an, contre une croissance à 2 chiffres pour les années précédentes, confirmé par la tendance baissière des importations de machines et d'équipement sur l'année (-25 %).

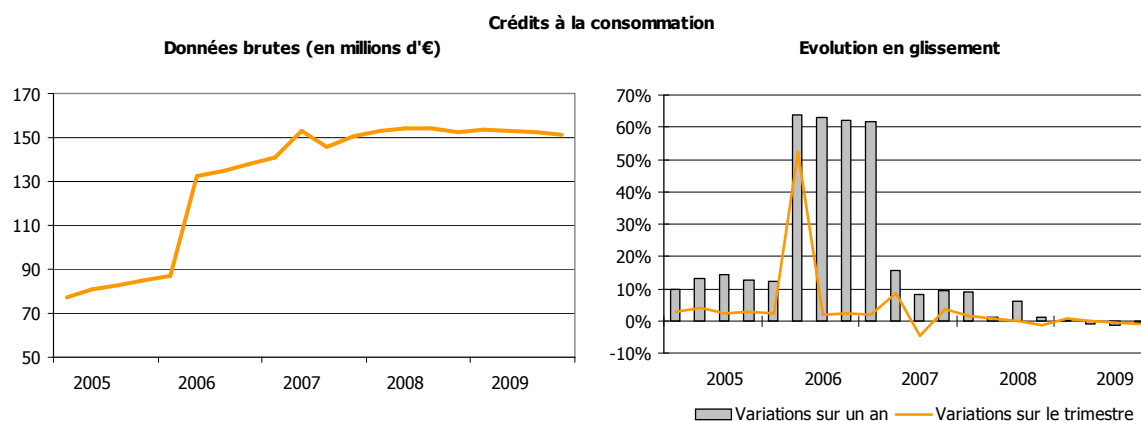
Les crédits immobiliers des entreprises (essentiellement financé en dehors de la place) sont restés particulièrement dynamique sur l'année (+8,5 % en décembre 2009, +6,6 % en moyenne sur les 5 dernières années), avec une légère accélération au dernier trimestre (+4,3 %).

L'évolution des encours de crédit déclarés au service central des risques de la Banque de France confirme la stabilité des financements en Guyane en 2009, avec une légère inflexion au 4^{ème} trimestre sur les secteurs de la construction et des services.

Ménages : stagnation du financement à la consommation mais bonne tenue de l'habitat

L'endettement global des ménages, qui s'élève à 596,7 M€ fin décembre 2009, continue de progresser mais suivant un rythme décroissant, avec +6,9 % soit la plus faible hausse enregistrée en fin d'année depuis 2005. Sur le trimestre, on note également un léger repli (+1,8 % contre +2,1 % fin septembre 2009).

Les crédits à l'habitat, premier poste d'endettement des ménages (70 %), financés à 80 % par les établissements locaux, enregistrent une progression qui s'infléchit quelque peu depuis septembre 2008 (+10,8 % sur un an), mais qui reste vigoureuse au regard des taux de croissance recensés dans les autres DFA (+5 % à la Guadeloupe et +4,3 % à la Martinique). En rythme trimestriel, ils sont restés dans une fourchette de progression de 2 à 3 % (comparable aux Antilles, près de 2 %). Allant de pair avec l'évolution conjoncturelle du département (recul des importations de biens de consommation de 6,4 % en 2009, et du courant d'affaires des professionnels du secteur du commerce), les encours de crédit à la consommation restent stables pour la 2^{ème} année consécutive (170,2 M€, -0,3 % sur un an et - 0,8 % sur le trimestre).

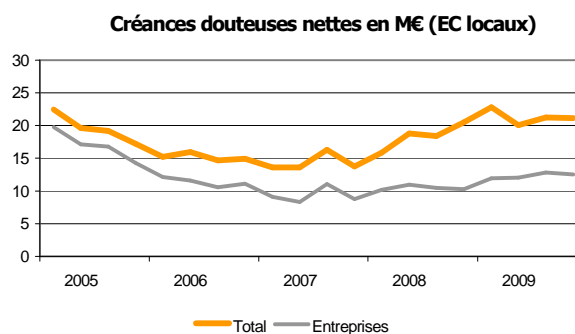


Les collectivités locales : dynamisme des investissements

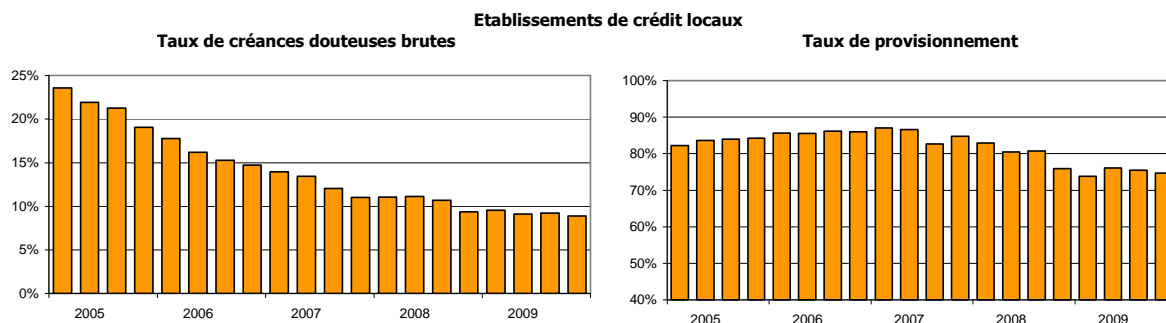
Les collectivités locales, financées essentiellement sur les crédits d'équipement par les établissements non installés localement, conservent une bonne dynamique avec une croissance de leurs encours globaux de 18,9 % sur un an (+14,2 % sur le trimestre). Les encours d'investissement progressent de 19,3 %, soit +1,5 point par rapport à décembre 2008.

Sinistralité : stabilisation du taux de créances douteuses sur la place

L'encours des créances douteuses nettes de la place bancaire locale (21,2 M€ au 31 décembre 2009) enregistre une plus faible progression par rapport à 2008 (+3,4 % et - 0,3 % sur le trimestre), relevée sur la clientèle Entreprises, en lien avec le ralentissement de leurs encours de crédit (+1,9 % sur un an sur la place locale, +1,6 % sur le trimestre) en particulier ceux à court terme.



Conjugué au ralentissement de l'activité des établissements de crédit locaux, le taux de créances douteuses brutes s'établit à 8,9 %, restant sur un trend baissier (-0,5 point sur un an et -0,3 point sur le trimestre). Ce taux, élevé comparativement à la métropole, apparaît en dessous de ceux recensés aux Antilles (10,9 % en Guadeloupe, et 9 % à la Martinique).



Source : IEDOM, données BAFI

Le taux de provisionnement (74,7 %) perd pour sa part 1,2 point en décembre 2009 par rapport à 2008.

2.3 Prévisions des professionnels sur le 1^{er} trimestre 2010

D'après les résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM auprès des établissements de la place bancaire locale, la collecte des dépôts s'est relativement bien maintenue fin 2009, dans un environnement économique dégradé. En revanche, elle devrait s'infléchir sur les premiers mois de l'année 2010, comparativement au 4^{ème} trimestre 2009⁹, avec un maintien des taux de rémunération pour les placements à court terme toujours peu attractifs.

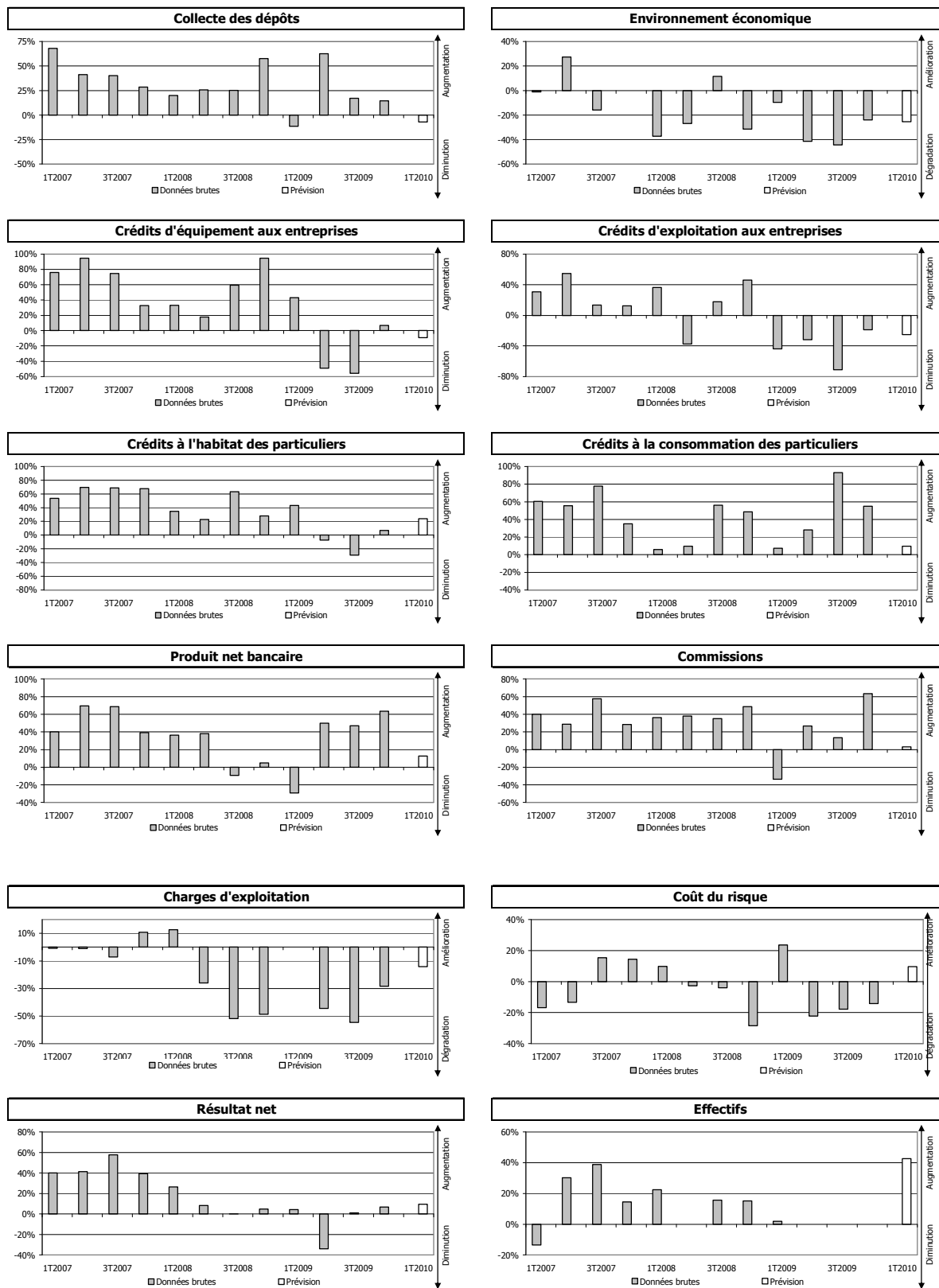
Le marché du crédit reste tiré par les produits de l'immobilier. Le financement des investissements (équipements) devrait se dégrader en 2010, conséquence d'une moindre demande, tandis que les crédits d'exploitation des entreprises resteraient toujours orientés défavorablement. Pour les ménages, le segment de l'habitat conserverait son dynamisme dans un contexte de consommation en demi teinte.

Le PNB enregistrerait ainsi des performances moins favorables qu'au trimestre passé, compte tenu notamment d'une stabilisation des commissions. Malgré des prévisions de forte croissance des effectifs en début d'année, les charges d'exploitation des établissements bancaires enregistreraient une moindre dégradation sur le 1^{er} trimestre 2010. Le coût du risque pourrait connaître par ailleurs une amélioration significative (allant de pair avec la stabilisation de la sinistralité). In fine, s'appuyant sur une bonne orientation du marché de l'habitat des ménages et sur un allègement des charges, les professionnels envisagent ce trimestre encore une bonne orientation du résultat net de la place.

⁹ Cette baisse peut apparaître mécanique compte tenu des versements saisonniers plus importants en fin d'année.

3- L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

Soldes d'opinions des dirigeants

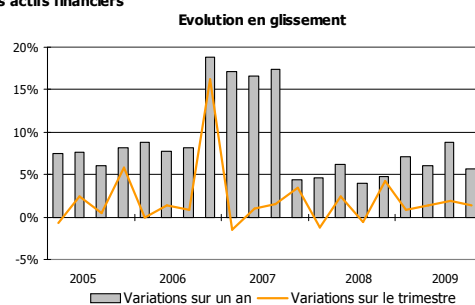
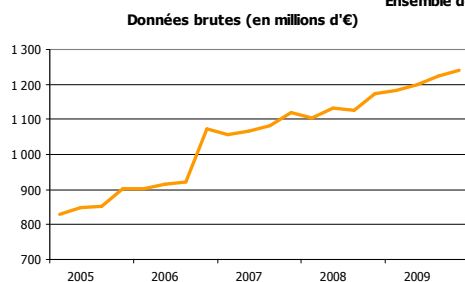


Etablissements enquêtés : Banque postale, BNP, BRED, BFCAG, CMAG, FCMAG, CRCAMM, SOMAFI

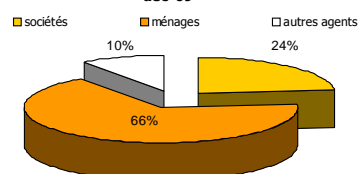
4- Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions									Variations	
	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	1 an	1 trim.
Sociétés non financières	189,5	204,0	247,1	256,2	270,5	271,7	270,3	288,4	293,6	8,5%	1,8%
Dépôts à vue	140,3	157,4	195,2	198,8	205,5	204,5	197,7	209,9	218,6	6,4%	4,2%
Placements liquides ou à court terme	34,9	37,7	42,3	53,1	61,8	64,2	69,8	69,1	69,8	12,9%	1,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,3	0,4	0,5	0,4	0,3	0,3	0,7	0,6	0,5	59,1%	-18,5%
Placements indexés sur les taux de marché	34,6	37,3	41,8	52,7	61,5	63,9	69,0	68,4	69,2	12,6%	1,2%
(dt) comptes à terme	19,9	20,2	23,7	21,7	27,9	27,3	22,3	24,7	26,3	-5,9%	6,3%
(dt) OPCVM monétaires	13,1	15,4	14,8	28,3	32,1	35,2	45,3	42,3	41,6	29,3%	-1,8%
(dt) certificats de dépôt	1,5	1,7	3,3	2,7	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	14,2	8,9	9,5	4,3	3,3	3,0	2,9	9,5	5,3	62,7%	-44,5%
(dt) OPCVM non monétaires	13,9	8,4	9,2	4,0	3,0	2,6	2,4	4,3	3,1	4,4%	-28,6%
Ménages	581,1	621,6	730,4	759,2	783,9	791,5	806,7	810,7	822,9	5,0%	1,5%
Dépôts à vue	205,5	223,7	231,7	242,6	253,4	248,8	257,1	259,3	263,2	3,9%	1,5%
Placements liquides ou à court terme	208,0	220,8	250,6	256,8	282,1	277,3	277,1	271,2	271,3	-3,9%	0,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	176,0	185,1	202,0	215,1	237,9	235,3	236,8	234,1	236,8	-0,5%	1,1%
Livrets ordinaires	42,7	45,4	51,8	55,4	60,7	63,0	61,1	62,1	61,3	1,1%	-1,1%
Livrets A et bleus	87,5	90,5	97,3	104,0	117,7	119,0	121,7	119,6	122,2	3,8%	2,2%
Livrets jeunes	1,0	1,8	4,2	4,4	4,7	2,6	2,7	2,6	2,7	-43,0%	2,4%
Livrets d'épargne populaire	15,1	15,2	15,5	15,9	15,9	10,9	11,3	10,5	10,7	-32,9%	2,0%
LDD	6,6	7,1	8,0	10,6	14,0	14,5	14,8	14,4	14,7	4,9%	2,4%
Comptes d'épargne logement	23,0	25,1	25,1	24,7	24,8	25,3	25,3	25,0	25,1	1,1%	0,6%
Placements indexés sur les taux de marché	32,0	35,7	48,7	41,7	44,2	42,1	40,4	37,1	34,5	-22,0%	-7,0%
(dt) Comptes créditeurs à terme	22,0	23,5	32,2	28,3	31,3	27,9	26,3	23,5	21,2	-32,3%	-9,7%
(dt) Bons de caisse	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
(dt) OPCVM monétaires	9,8	12,1	16,4	13,4	12,9	14,2	14,1	13,6	13,3	3,2%	-2,4%
Epargne à long terme	167,6	177,1	248,1	259,8	248,3	265,3	272,4	280,2	288,5	16,2%	2,9%
Plans d'épargne logement	86,4	91,0	85,8	80,2	78,1	76,8	77,2	76,8	79,5	1,8%	3,4%
Plans d'épargne populaire	10,4	9,7	8,1	7,2	6,7	6,5	6,5	6,2	6,1	-9,4%	-1,0%
Autres comptes d'épargne	0,2	0,3	0,7	1,2	1,1	1,2	1,0	1,0	1,0	-7,7%	6,6%
Portefeuille-titre	7,1	10,0	13,0	12,0	11,0	11,6	13,1	13,0	15,4	39,9%	18,9%
OPCVM non-monétaires	19,5	18,3	18,8	19,9	17,4	18,5	18,3	18,4	19,1	9,4%	3,3%
Contrats d'assurance-vie	43,9	47,8	121,6	139,2	133,9	150,8	156,3	164,8	167,4	25,0%	1,5%
Autres agents	63,9	76,7	94,6	104,0	118,6	120,4	123,4	124,1	123,7	4,3%	-0,3%
Dépôts à vue	49,8	53,7	74,0	80,0	93,5	92,7	93,5	98,6	100,1	7,0%	1,5%
Placements liquides ou à court terme	13,7	21,9	18,6	22,1	23,3	25,7	28,0	24,3	21,8	-6,7%	-10,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,6	3,9	5,5	5,4	6,2	8,1	10,9	9,5	9,0	45,1%	-4,3%
Placements indexés sur les taux de marché	10,1	18,0	13,1	16,6	17,1	17,6	17,1	14,9	12,7	-25,6%	-14,5%
(dt) Comptes créditeurs à terme	7,1	7,3	6,9	6,8	7,5	7,3	6,8	6,3	6,9	-8,5%	9,6%
Epargne à long terme	0,3	1,1	2,0	1,9	1,7	2,0	1,9	1,1	1,9	9,3%	73,0%
Total actifs financiers	834,5	902,3	1072,0	1119,4	1173,0	1183,5	1200,3	1223,3	1240,3	5,7%	1,4%
Dépôts à vue	395,6	434,7	500,8	521,4	552,4	546,0	548,2	567,8	581,9	5,3%	2,5%
Placements liquides ou à court terme	256,7	280,5	311,5	332,0	367,3	367,2	374,9	364,6	362,8	-1,2%	-0,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	180,0	189,4	207,9	220,9	244,5	243,7	248,4	244,2	246,3	0,8%	0,9%
Placements indexés sur les taux de marché	76,7	91,1	103,6	111,1	122,8	123,5	126,4	120,4	116,4	-5,2%	-3,3%
Epargne à long terme	182,2	187,1	259,6	266,0	253,3	270,3	277,2	290,8	295,6	16,7%	1,6%

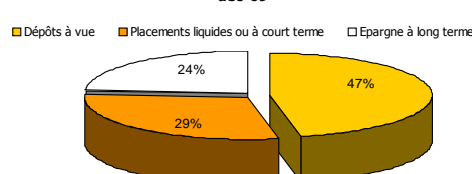
Ensemble des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par agent économique déc-09



Répartition des actifs financiers par nature déc-09

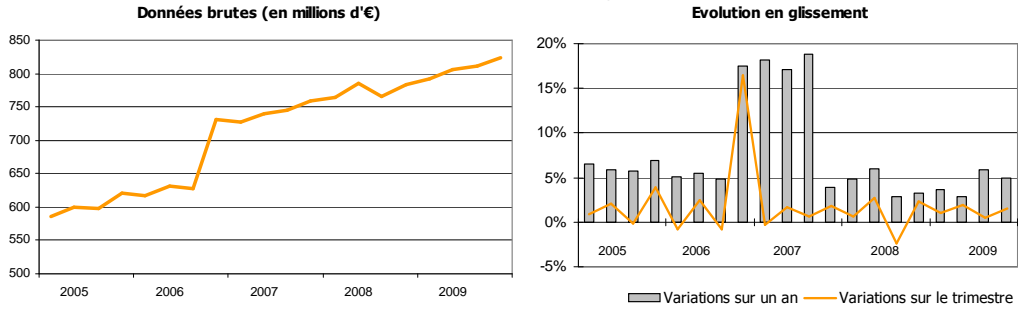


Source : IEDOM, données BAFI

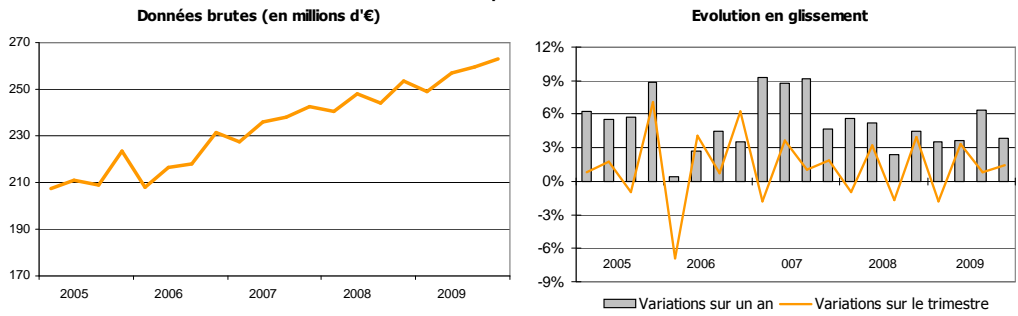
A compter du 4^{ème} trimestre 2006, la collecte des statistiques concernant l'encours des contrats d'assurance-vie s'est enrichie de données provenant d'un établissement de la place qui n'étaient pas recensées jusque là.

Les avoirs des ménages

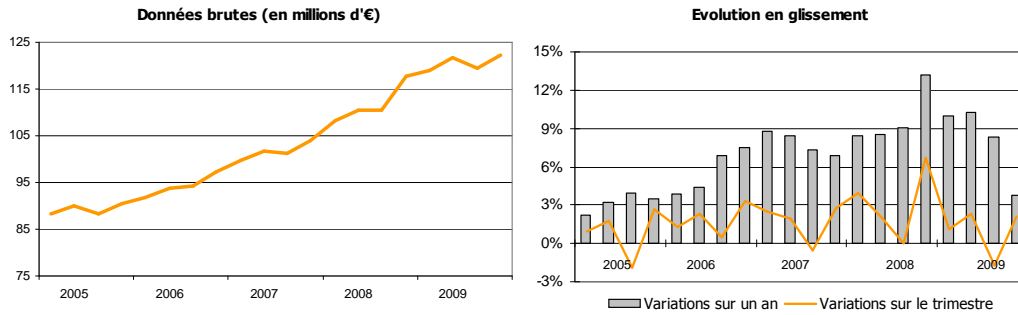
Ensemble des actifs ménages



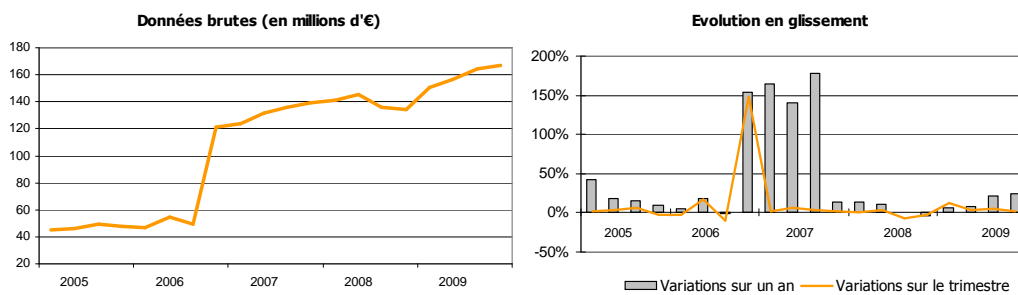
Dépôts à vue



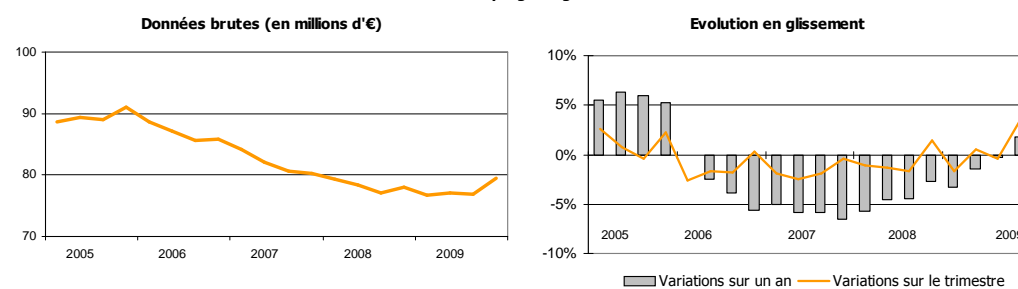
Livrets A et bleus



Contrats d'assurance-vie



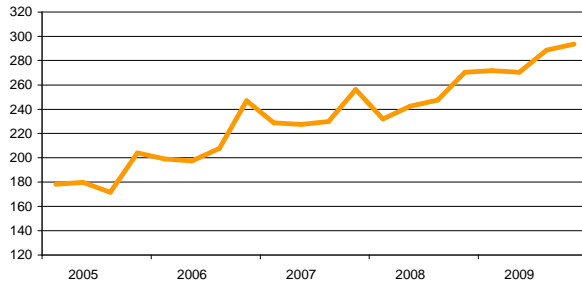
Plans d'épargne logement



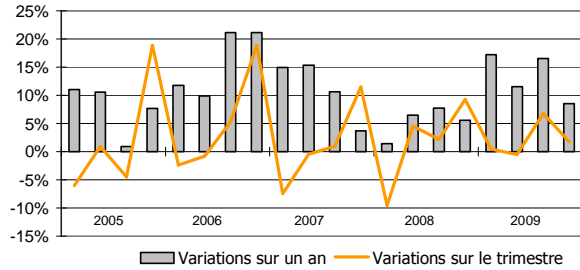
Les avoirs des entreprises

Ensemble des actifs sociétés non financières

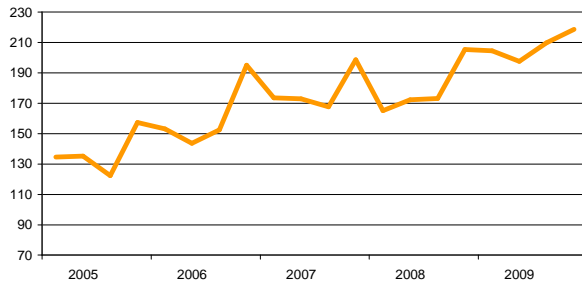
Données brutes (en millions d'€)



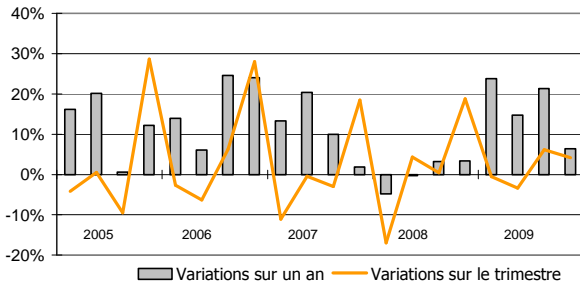
Evolution en glissement



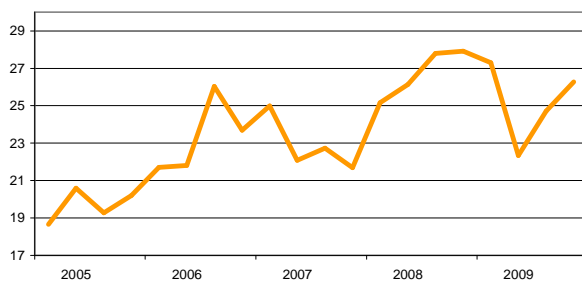
Données brutes (en millions d'€)



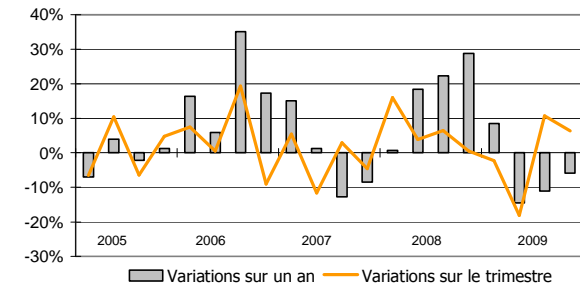
Evolution en glissement



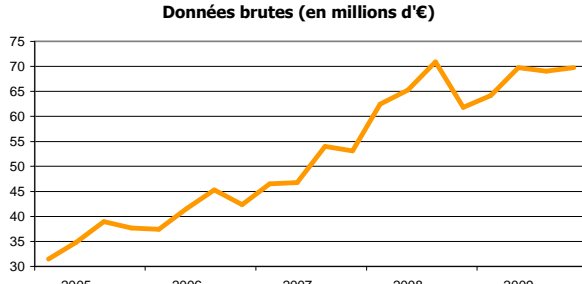
Données brutes (en millions d'€)



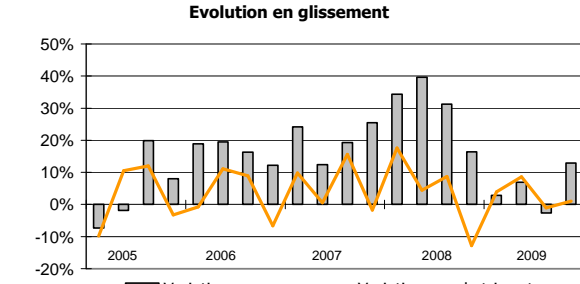
Evolution en glissement



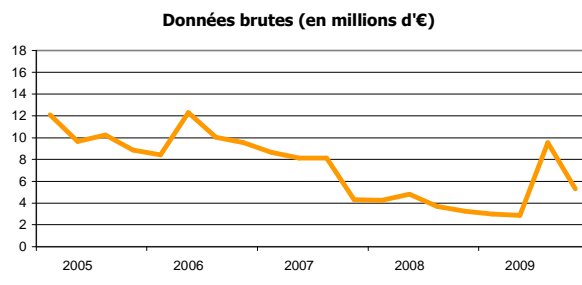
Données brutes (en millions d'€)



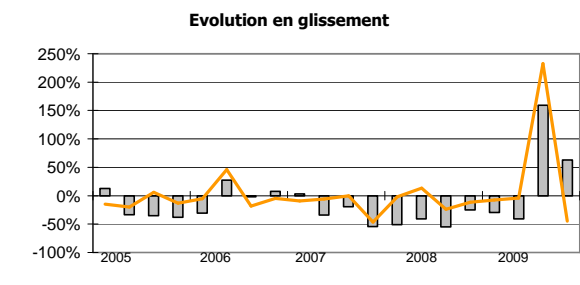
Evolution en glissement



Données brutes (en millions d'€)



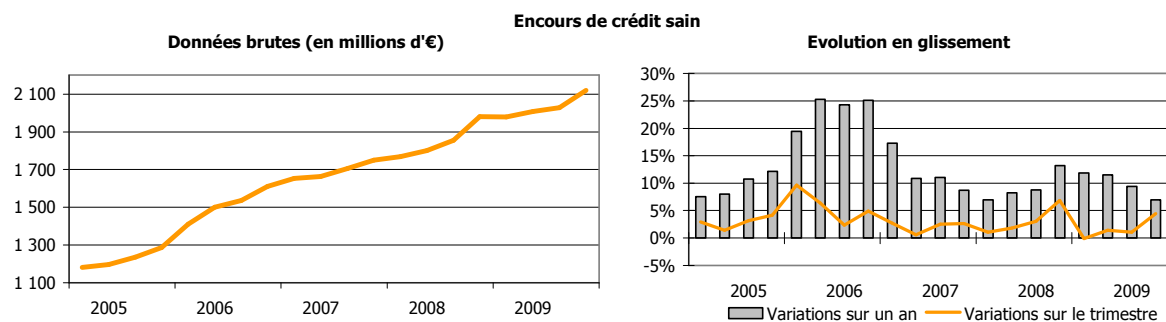
Evolution en glissement



5- Les passifs financiers de la clientèle non financière

5-1 Les concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

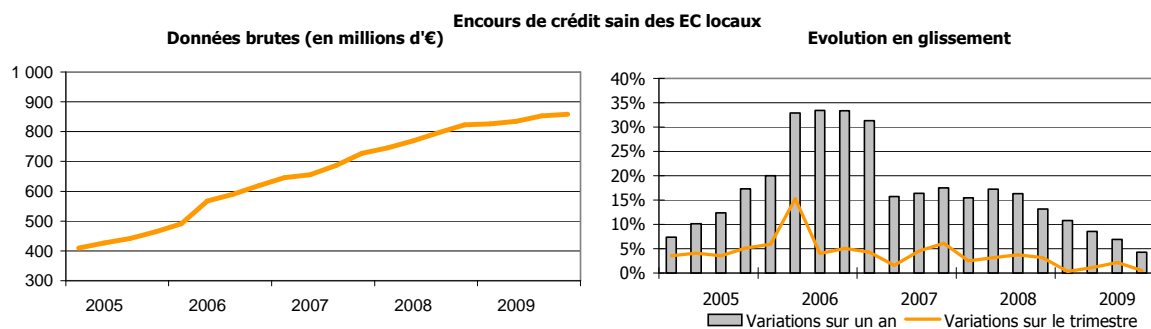
	Montants en millions €										Variations	
	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	dec-09	1 an	1 trim.	
Entreprises	622,1	673,5	849,3	938,1	1082,9	1084,7	1088,7	1089,6	1124,6	3,9%	3,2%	
Crédits d'exploitation	44,6	49,5	83,6	91,7	109,5	97,2	90,3	85,0	88,2	-19,5%	3,8%	
Créances commerciales	6,8	7,1	12,6	9,2	12,6	8,6	7,6	8,0	17,2	36,9%	114,3%	
Crédits de trésorerie	19,0	20,3	39,1	46,9	52,9	52,6	49,1	48,7	45,2	-14,5%	-7,2%	
dont entrepreneurs individuels	7,1	7,1	9,3	11,2	10,1	9,7	9,3	9,1	9,1	-10,0%	0,8%	
Comptes ordinaires débiteurs	18,8	22,1	31,9	35,6	43,1	35,3	32,7	27,6	25,1	-41,8%	-9,0%	
Affecturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,7	0,9	0,6	0,6	-28,4%	9,2%	
Crédits d'investissement	83,5	91,8	174,5	268,5	345,6	346,9	350,9	351,4	355,4	2,9%	1,1%	
Crédits à l'équipement	75,6	80,6	127,3	202,9	259,3	262,1	266,6	267,8	274,3	5,8%	2,5%	
dont entrepreneurs individuels	12,9	12,1	20,6	22,5	23,1	23,3	22,3	21,4	21,5	-6,8%	0,4%	
Crédit-bail	7,9	11,2	47,1	65,6	86,3	84,8	84,4	83,6	81,1	-6,0%	-3,0%	
Crédits à l'habitat	480,5	512,0	563,3	574,1	624,5	637,3	644,0	649,9	677,8	8,5%	4,3%	
Autres crédits	13,5	20,1	27,9	3,8	3,4	3,3	3,5	3,5	3,2	-6,1%	-7,1%	
Ménages	290,5	323,7	418,1	495,1	558,2	566,2	574,3	586,3	596,7	6,9%	1,8%	
Crédits à la consommation	86,9	97,2	152,5	169,0	170,8	172,0	172,0	171,6	170,2	-0,3%	-0,8%	
Crédits de trésorerie	81,4	90,8	141,8	154,2	154,1	153,9	154,2	151,9	150,6	-2,3%	-0,9%	
Comptes ordinaires débiteurs	4,5	5,1	5,2	6,9	7,2	8,0	7,4	8,5	7,8	8,5%	-8,3%	
Crédit-bail	1,0	1,3	5,4	7,9	9,5	10,1	10,5	11,2	11,8	25,0%	5,8%	
Crédits à l'habitat	203,5	226,4	264,9	322,3	384,5	393,4	401,7	414,1	426,0	10,8%	2,9%	
Autres crédits	0,1	0,1	0,7	3,9	2,9	0,7	0,6	0,6	0,5	-82,6%	-20,4%	
Collectivités locales	170,2	220,0	272,1	258,0	304,1	301,6	317,2	316,6	361,6	18,9%	14,2%	
Crédits d'exploitation	0,2	0,0	1,4	0,5	2,5	2,1	1,8	2,4	2,3	-5,3%	-2,4%	
Crédits de trésorerie	0,1	0,0	1,4	0,5	2,5	2,0	1,2	1,1	1,6	-36,2%	41,1%	
Comptes ordinaires débiteurs	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,6	1,3	0,8	NS	-39,9%	
Crédits d'investissement	147,1	192,4	232,5	255,1	300,6	298,4	314,5	313,3	358,5	19,3%	14,4%	
Crédits à l'équipement	147,1	192,4	232,4	254,7	300,1	297,9	314,1	312,9	358,1	19,3%	14,5%	
Crédit-bail	0,0	0,0	0,1	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	-23,7%	-11,9%	
Crédits à l'habitat	17,6	24,3	32,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Autres crédits	5,2	3,3	6,1	2,3	1,1	1,1	0,9	0,9	0,8	-28,1%	-16,3%	
Autres agents et CCB non ventilés	64,3	69,2	70,5	58,8	36,1	27,4	27,5	37,2	36,2	0,4%	-2,5%	
Total concours sain	1 147,1	1 286,4	1 609,8	1 749,5	1 980,9	1 978,8	2 007,0	2 028,5	2 118,5	6,9%	4,4%	
Créances douteuses brutes	148,5	125,5	143,1	106,9	103,2	96,3	91,3	100,0	91,5	-11,3%	-8,5%	
Créances douteuses nettes	44,3	33,7	51,3	30,5	38,7	32,0	27,7	34,7	28,9	-25,2%	-16,5%	
dont entreprises	34,6	24,1	42,1	20,3	20,3	14,4	13,3	21,5	16,0	-21,3%	-25,7%	
dont ménages	9,7	9,0	9,0	9,5	14,9	14,6	11,4	12,1	12,2	-18,3%	0,7%	
Provisions	104,1	91,8	91,9	76,4	64,5	64,3	63,6	65,4	62,6	-3,0%	-4,3%	
Total concours brut	1 295,6	1 411,9	1 753,0	1 856,3	2 084,0	2 075,1	2 098,3	2 128,5	2 210,0	6,0%	3,8%	
Taux de créances douteuses	11,5%	8,9%	8,2%	5,8%	5,0%	4,6%	4,4%	4,7%	4,1%	-0,9 pt	-0,6 pt	
Taux de provisionnement	70,1%	73,2%	64,2%	71,5%	62,5%	66,8%	69,7%	65,3%	68,4%	5,9 pts	3,1 pts	



Source : IEDOM, données BAFI

5-2 Les concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions €										Variations	
	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	dec-09	1 an	1 trim.	
Entreprises	157,7	189,1	248,3	296,1	335,4	334,5	337,0	336,4	341,8	1,9%	1,6%	
Crédits d'exploitation	44,0	49,2	74,6	87,2	95,9	89,2	83,2	77,3	74,9	-21,9%	-3,1%	
Créances commerciales	6,8	7,1	7,0	7,2	8,5	7,6	6,1	6,5	8,6	1,4%	33,0%	
Crédits de trésorerie	18,3	20,0	37,1	46,2	49,3	48,4	45,5	45,0	42,3	-14,3%	-6,0%	
dont entrepreneurs individuels	7,1	7,1	9,2	11,2	10,1	9,5	9,2	8,9	9,0	-11,2%	0,7%	
Comptes ordinaires débiteurs	18,8	22,1	30,5	33,7	38,1	33,2	31,6	25,8	24,0	-36,9%	-7,0%	
Affacturation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Crédits d'investissement	83,0	91,3	108,0	146,9	164,3	168,5	174,5	181,6	187,5	14,1%	3,2%	
Crédits à l'équipement	75,1	80,1	89,4	129,5	147,2	150,7	156,8	163,3	169,5	15,2%	3,7%	
dont entrepreneurs individuels	12,9	12,1	10,1	11,1	13,2	12,9	12,3	12,8	12,6	-4,2%	-1,5%	
Crédit-bail	7,9	11,2	18,7	17,3	17,2	17,7	17,7	18,3	18,0	5,0%	-1,5%	
Crédits à l'habitat	19,3	30,1	39,0	59,3	72,7	74,4	76,6	74,9	77,1	6,1%	3,0%	
Autres crédits	11,3	18,4	26,6	2,8	2,6	2,5	2,6	2,6	2,3	-9,5%	-10,2%	
Ménages	228,8	259,0	345,8	407,3	464,3	470,3	477,6	487,4	496,3	6,9%	1,8%	
Crédits à la consommation	75,3	85,0	137,8	150,6	152,2	153,4	153,2	152,5	151,2	-0,7%	-0,9%	
Crédits de trésorerie	69,7	78,6	127,2	135,9	135,5	135,3	135,5	132,8	131,5	-2,9%	-1,0%	
Comptes ordinaires débiteurs	4,5	5,1	5,2	6,8	7,2	8,0	7,3	8,5	7,8	8,1%	-8,3%	
Crédit-bail	1,0	1,3	5,4	7,9	9,5	10,1	10,5	11,2	11,8	25,0%	5,8%	
Crédits à l'habitat	153,4	173,9	207,3	252,8	309,2	316,2	323,7	334,3	344,7	11,0%	3,1%	
Autres crédits	0,1	0,1	0,7	3,9	2,9	0,7	0,6	0,6	0,5	-82,6%	-20,4%	
Collectivités locales	0,9	0,5	2,1	4,3	4,7	4,4	4,4	5,0	3,9	-17,5%	-22,1%	
Crédits d'exploitation	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,6	1,3	0,8	NS	-39,9%	
Crédits de trésorerie	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Comptes ordinaires débiteurs	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,6	1,3	0,8	NS	-39,9%	
Crédits d'investissement	0,6	0,4	2,0	4,3	4,7	4,2	3,8	3,7	3,1	-33,7%	-15,9%	
Crédits à l'équipement	0,6	0,4	2,0	4,3	4,7	4,2	3,8	3,7	3,1	-34,3%	-16,1%	
Crédit-bail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Autres crédits	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Autres agents et CCB non ventilés	8,2	15,7	23,0	19,7	18,5	16,6	15,8	24,3	15,7	-15,2%	-35,6%	
Total concours sain	395,6	464,2	619,1	727,4	823,0	825,8	834,8	853,1	857,8	4,2%	0,5%	
Créances douteuses brutes	128,8	109,1	106,8	90,1	85,0	87,1	83,7	86,6	83,7	-1,4%	-3,3%	
Créances douteuses nettes	24,7	17,3	14,9	13,7	20,5	22,8	20,0	21,2	21,2	3,4%	-0,3%	
dont entreprises	22,1	14,3	11,1	8,7	10,2	11,9	12,0	12,8	12,5	22,5%	-2,0%	
dont ménages	2,5	2,9	3,7	5,0	10,1	10,7	7,9	8,3	8,5	-15,8%	3,2%	
Provisions	104,1	91,8	91,9	76,4	64,5	64,3	63,6	65,4	62,6	-3,0%	-4,3%	
Total concours brut	524,4	573,3	725,9	817,5	908,0	912,9	918,5	939,7	941,5	3,7%	0,2%	
Taux de créances douteuses	24,6%	19,0%	14,7%	11,0%	9,4%	9,5%	9,1%	9,2%	8,9%	-0,5 pt	-0,3 pt	
Taux de provisionnement	80,9%	84,2%	86,0%	84,8%	75,9%	73,8%	76,0%	75,5%	74,7%	-1,2 pt	-0,8 pt	

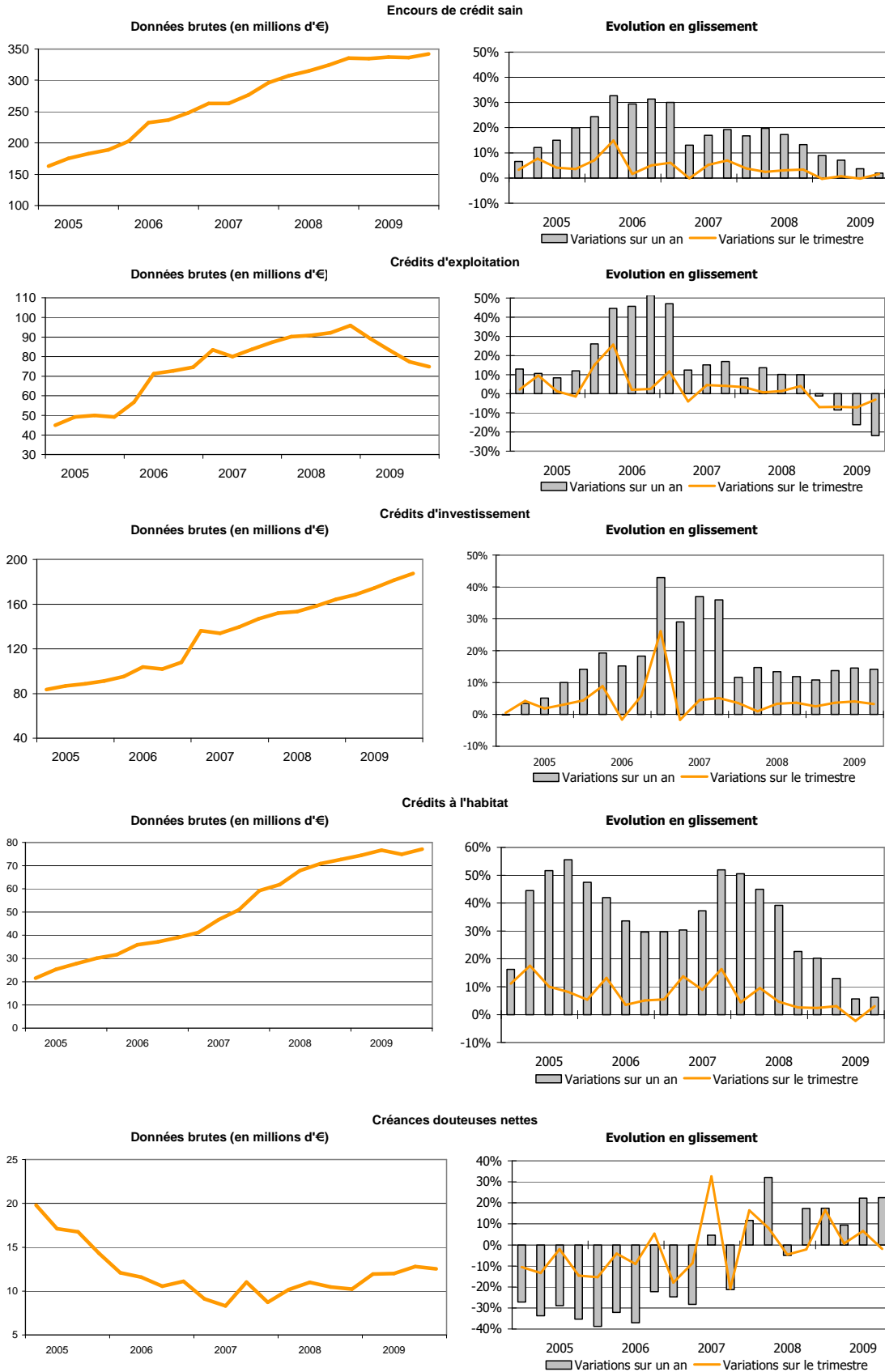


Source : IEDOM, données BAFI

L'endettement des ménages

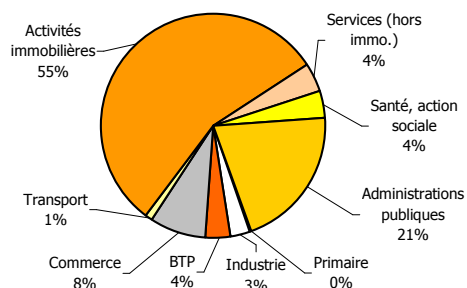


L'endettement des entreprises



6- Les risques sectoriels¹⁰

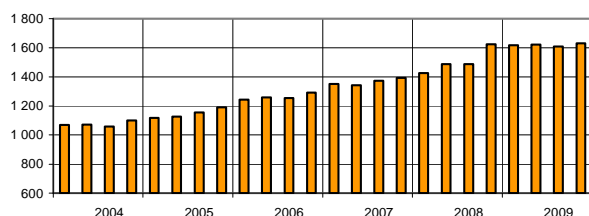
Répartition des risques par secteur au 31/12/2009



Source : SCR BDF

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

en millions d'€

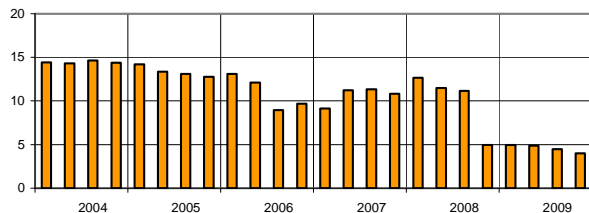


Structure en %

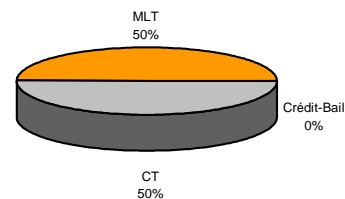


en millions d'€

Secteur primaire

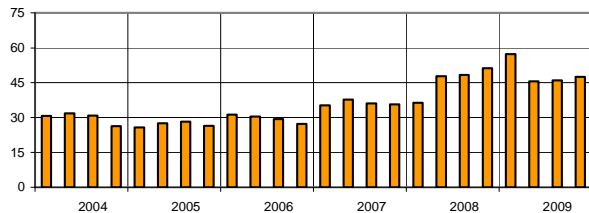


Structure en %

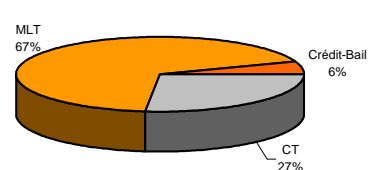


en millions d'€

Industrie

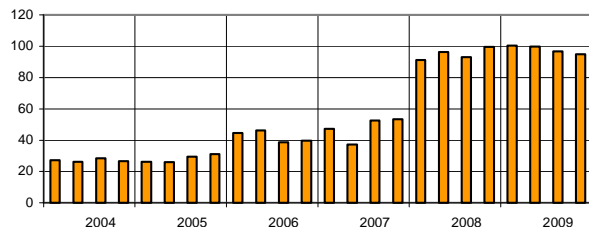


Structure en %

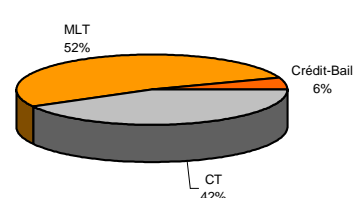


en millions d'€

Construction

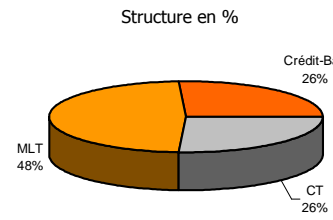
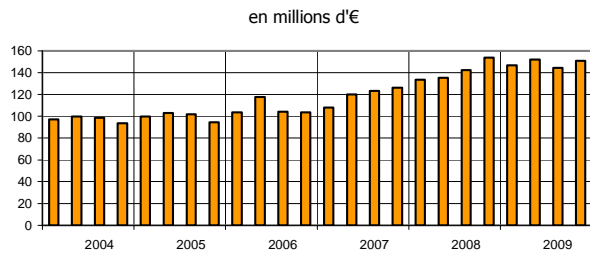


Structure en %

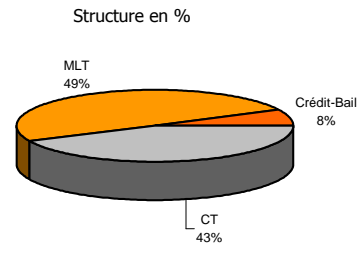
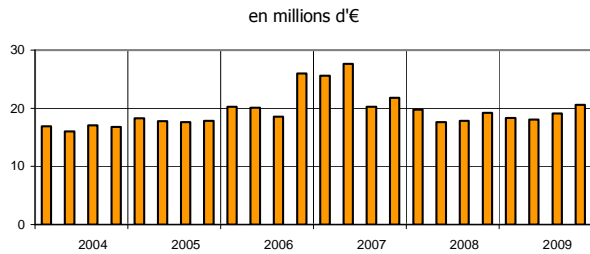


¹⁰ Les déclarations au SCR peuvent être actualisées par les établissements de crédit pendant un an. Il convient de garder une interprétation prudente de ces données en raison par ailleurs d'un taux de rejets des déclarations non-conformes relativement élevé dans les DCOM. Compte tenu du seuil de recensement (25 k€), les très petites entreprises ne sont pas comprises dans ces bases de données.

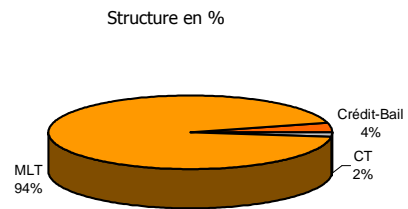
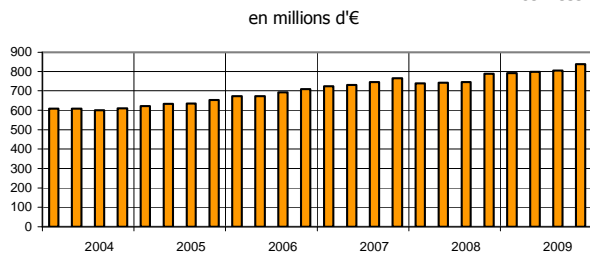
Commerce



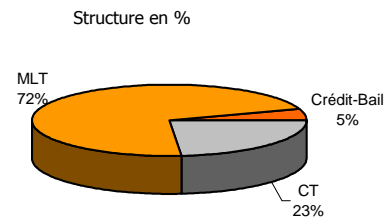
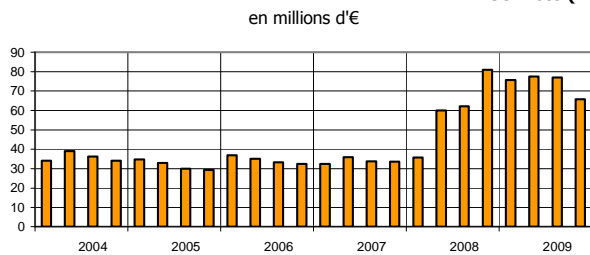
Transport



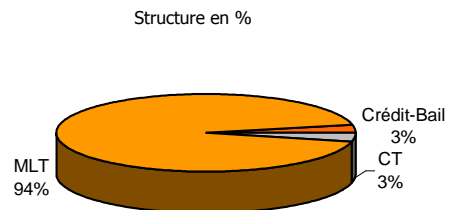
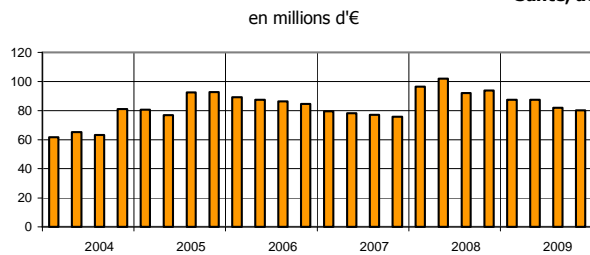
Activités immobilières



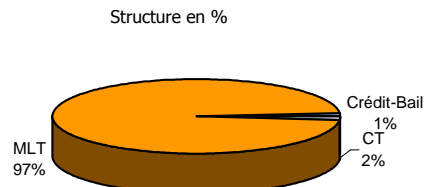
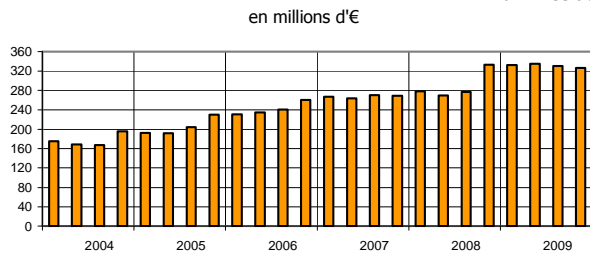
Services (hors immobilier)



Santé, action sociale



Administrations publiques



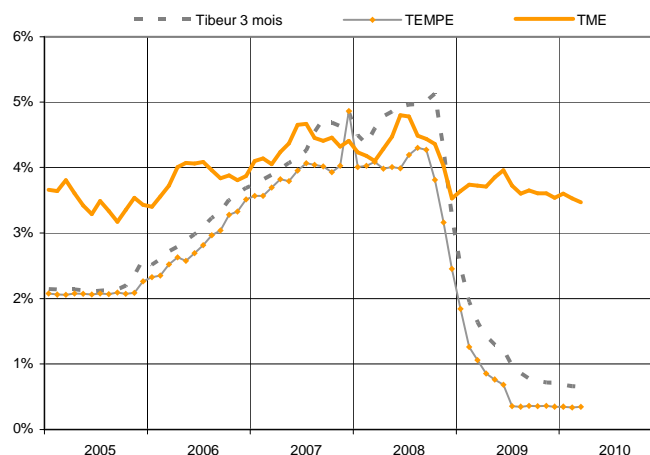
7- Rappel des taux

7-1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (13/05/09)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (08/04/09)	0,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/05/09)	1,75%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 09)		
Livret A et bleu	LDD	LEP
1,25%	1,25%	1,75%
PEL*	CEL*	
2,50%	0,75%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2010 (JO du 11/02/10)		0,65%
ANNEE 2009 (JO du 11/02/09)		3,79%

7-2 Principaux taux de marché



7-3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel. L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

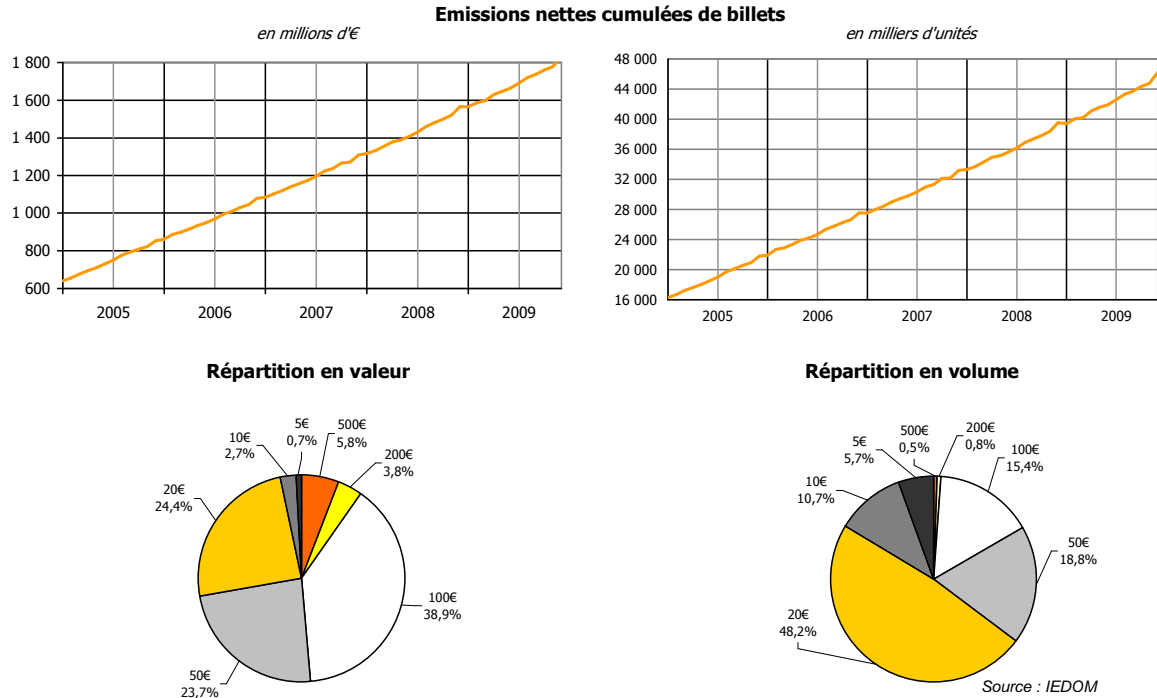
Catégorie		Plafonds de l'usure applicables sur la période					
		1T2009	2T2009	3T2009	4T2009	1T2009	2T2009
PARTICULIERS	<u>Prêts immobiliers</u>						
	- Prêts à taux fixe	7,80%	7,83%	7,01%	6,72%	6,57%	6,29%
	- Prêts à taux variable	7,80%	7,93%	7,03%	6,12%	5,92%	5,72%
	- Prêts relais	7,72%	8,05%	7,03%	6,59%	6,40%	6,25%
	<u>Autres prêts</u>						
- Prêts <= 1524 € (*)	21,32%	21,36%	21,59%	21,40%	21,45%	21,63%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*)	21,11%	20,92%	20,63%	20,20%	19,71%	19,45%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	9,92%	10,04%	9,43%	9,20%	8,88%	8,85%	
ENTREPRISES	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament						
	- Prêt d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux fixe						
	- Prêts d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux variable	14,55%	14,13%	13,45%	13,16%	13,21%	13,33%
	- Découvert en compte (**)						
- Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans							

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

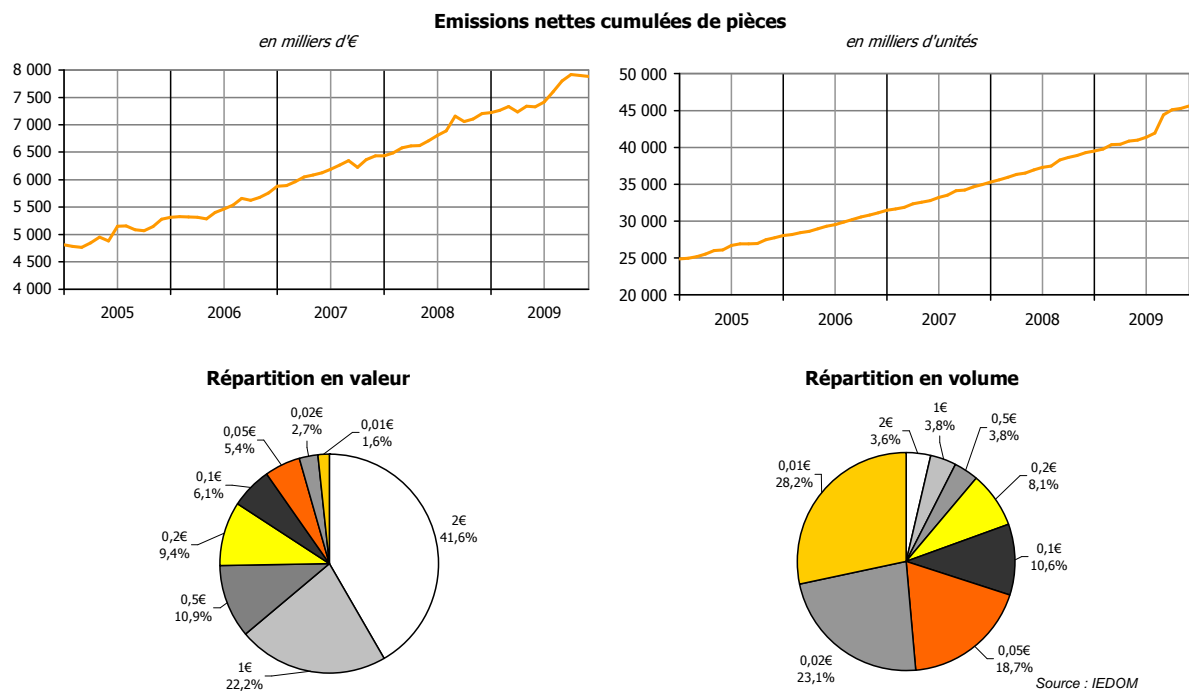
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

8- Monnaie fiduciaire

8-1 Emission mensuelle de billets euros



8-2 Emission mensuelle de pièces euros



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandie BOYER
Jean-Pierre DERANCOURT

INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex

Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : JP. DERANCOURT
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer en avril 2010
Dépôt légal : avril 2010- n° ISSN : 0296-3116